

« L'accroissement des fonds, qui fait hausser les salaires, tend à faire baisser les profits. Quand les fonds d'un grand nombre de riches marchands se dirigent vers le même commerce, leur concurrence mutuelle tend naturellement à faire baisser leurs profits ; et quand un tel accroissement de fonds se produit dans tous les différents commerces poursuivis dans la même société, la même concurrence produira dans tous le même effet. »

Adam Smith (1776 : 103)

## **CHAPITRE 2**

### **LA RÉPARTITION DU REVENU**

Quand Smith définit le prix naturel comme la somme des salaires, des profits et des rentes qu'il faut payer pour produire une marchandise et l'apporter sur le marché, on a le sentiment qu'il propose une théorie additive des prix. Il n'en est pas ainsi car les revenus monétaires des facteurs de production dépendent, eux-mêmes, des prix. Il faut déterminer, simultanément, les prix et les revenus. La thèse de Smith est que la répartition du produit dépend principalement de deux éléments : la richesse du pays et le rythme d'accumulation du capital. Tout accroissement de la richesse augmente la rente de la terre. Une accumulation rapide du capital diminue le taux de profit et augmente le taux des salaires.

Dans l'analyse de Smith, la division du travail en augmentant la productivité du travail peut compenser les effets de la rareté des ressources naturelles qui, au contraire, freine le développement. Si le second facteur prédomine en fin de compte, l'économie tend vers un état stationnaire. Les salaires du travail et les profits du capital y seraient très bas. Dans un pays où la population atteindrait la limite que le capital peut employer et le sol nourrir, la concurrence réduirait les salaires à un niveau tout juste suffisant pour maintenir le nombre de travailleurs. Dans une économie où chaque branche de l'industrie disposerait de fonds suffisants, la concurrence serait partout sévère et le profit ordinaire tomberait aussi bas qu'il est possible. C'est l'idée que développeront Ricardo, Malthus et John Stuart Mill. À l'état stationnaire, le taux de salaire est réduit à son niveau de subsistance et le taux de profit est si faible que l'épargne nette est nulle. Cependant, l'argumentation est différente. Smith explique le faible niveau des salaires et des profits par la concurrence entre les travailleurs d'un côté, entre les capitaux de l'autre. Ricardo, au contraire, explique la baisse parallèle du pouvoir d'achat des salaires et du taux de profit par l'existence de rendements décroissants. Quand le capital s'accumule, la productivité du capital et du travail diminuent et cette baisse explique la diminution des salaires réels et des profits. Le taux de rente augmente.

Mais, Smith avance une autre idée. Quand l'accumulation du capital s'accélère, le taux de salaire s'accroît et le taux de profit diminue. Cette proposition qui sera défendue par Malthus, sera vivement critiquée par Ricardo. Smith s'appuie pour l'établir sur des données empiriques. Dans les pays alors les plus riches, l'Angleterre et les Pays-Bas, la croissance est rapide ; les salaires sont élevés alors que le taux de profit

est faible. Le problème pour Smith est d'expliquer comment, en dépit de la rareté des ressources naturelles, il peut en être ainsi.

## 1. Les salaires

Smith considère le produit du travail comme sa récompense naturelle. Il s'inscrit, dans cette longue tradition philosophique, qui fait du travail le seul fondement moralement acceptable du droit de propriété. C'est sur cette idée que s'appuieront les socialistes pour défendre le droit des travailleurs au produit intégral de leur travail. Dans l'état initial des sociétés, qui précède l'appropriation de la terre et l'accumulation du capital, la totalité du produit appartient au travailleur. Si cet état avait perduré, les salaires auraient augmenté avec l'amélioration du pouvoir productif du travail et toute chose serait devenue progressivement moins coûteuse.

Mais, la propriété de la terre et des moyens de production échappa aux travailleurs. Sitôt que la terre devint une propriété privée, son propriétaire réclama une fraction des denrées que le travailleur y fait naître. Sa rente est la première déduction que souffrit le produit du travail. Mais il arrive rarement que l'homme qui laboure la terre possède de quoi vivre jusqu'à la moisson. Sa subsistance lui est avancée sur le capital de son maître et le fermier qui l'emploie n'aurait pas avantage à le faire s'il ne pouvait pas prélever pour lui-même une part du produit. L'apparition du profit et de la rente est l'effet d'une transformation des structures sociales.

Le marché du travail n'est pas concurrentiel. Les salaires du travail sont fixés par un contrat entre deux parties dont les intérêts sont antagonistes. Les travailleurs souhaitent obtenir le plus, les maîtres veulent donner le moins. Généralement, le débat se conclut à l'avantage des patrons. D'un côté, ils sont moins nombreux : les coalitions tacites qu'ils forment, sont plus solides et plus efficaces que celles que peuvent conclure les travailleurs. La législation qui interdit les coalitions ouvrières mais autorise celles des patrons, renforce encore le pouvoir de ces derniers. D'un autre côté, les maîtres peuvent subsister longtemps en puisant dans leur épargne alors que les travailleurs peuvent rarement vivre plus d'une semaine sans emploi. Le rapport de force ramène, ainsi, le salaire vers son niveau minimum : le salaire de subsistance défini comme la rémunération qui permet à la population de se maintenir sans accroissement, ni diminution.

L'exposé de Smith prend, alors, un tour bien différent. Il explique que, dans une économie en croissance, le taux de salaire est, de façon permanente, supérieur au salaire de subsistance. Les travailleurs ne sont pas réduits, en Angleterre, à la misère et le salaire réel y est croissant. Il en est ainsi parce que la demande de travail croît avec la richesse. Ce n'est pas la loi, c'est le marché qui protège les ouvriers contre la rapacité de leurs maîtres. Quand la demande de ceux qui vivent de leur travail s'accroît continuellement, le salaire s'élève. En d'autres termes, les salaires du travail dépendent du taux auquel augmente la demande de travail. Ce n'est pas l'ampleur de la richesse nationale mais son augmentation continue qui provoque une hausse des salaires. Ce n'est pas dans les pays les plus riches mais dans ceux qui progressent le plus vite que les salaires sont les plus élevés.

La demande de travail augmente en proportion de l'accroissement des fonds destinés à payer les salaires. Ces fonds sont de deux types. Le premier consiste dans l'excédent du revenu des maîtres sur leurs besoins : il leur permet de payer les salaires

de leurs serviteurs. Le second est l'excédent du capital par rapport aux dépenses nécessaires pour tenir les patrons occupés à leur travail : il sert à payer les salaires des travailleurs productifs. Plus le fonds des salaires est important, plus grande est la demande de travail. Cette thèse est à l'origine d'une longue controverse. On l'a souvent présentée en soulignant le caractère temporel du processus de production. Pour que les travailleurs vivent jusqu'à la prochaine récolte, il faut que des denrées alimentaires aient été accumulées. Plus important est ce fonds, plus grande sera la demande de travail. Toute hausse du salaire réel entraîne une réduction proportionnelle de l'emploi. Le texte de Smith ne suggère pas nécessairement une telle interprétation. Son idée fondamentale est que plus l'accumulation du capital est rapide, plus la demande de travail s'accroît rapidement. On peut justifier cette proposition par une complémentarité technique entre le travail et les moyens de production.

L'offre de travail est liée à l'évolution de la population qui dépend, elle-même, du revenu. La pauvreté n'empêche pas le mariage ; pire, elle peut être favorable à la procréation. Mais elle a, sur la mortalité infantile, une influence décisive : une augmentation des salaires, en permettant aux travailleurs de satisfaire les besoins de leurs enfants, diminue la mortalité et permet une augmentation de la population. Smith soutient aussi qu'un niveau élevé des salaires est un encouragement pour le travailleur. Une subsistance abondante accroît sa force corporelle et l'espoir d'améliorer sa situation l'incite à travailler plus et mieux.

Le mécanisme d'ajustement apparaît alors simplement. Quand le revenu d'un pays est depuis longtemps stationnaire, la population s'est adaptée à la demande de travail. Le pays peut être riche, il est peu vraisemblable que le taux de salaire y excède son niveau de subsistance. Si, au contraire, la richesse du pays s'accroît, la demande de travail excède l'offre et le salaire augmente. Si cet accroissement est continu, le fonds destiné à payer les salaires augmente et, pour satisfaire l'accroissement de la demande de travail, la population doit augmenter. Le salaire excède alors le salaire de subsistance. Il se fixe à un niveau tel que l'offre de travail augmente au même taux que la demande. Plus rapide est la croissance, plus élevé est le salaire.

Smith admet que le taux de salaire monétaire dépend du prix des denrées que consomment les travailleurs mais il ne pense pas que les variations des prix se répercutent automatiquement sur les salaires monétaires. Il observe que les prix des denrées alimentaires connaissent d'amples fluctuations alors que le taux de salaire monétaire reste, parfois longtemps, toujours le même (*Ibid.* : 86). Le taux de salaire réel augmente quand le prix des vivres diminue et diminue quand ce prix augmente. Il avance même l'idée que, durant les années d'abondance où les vivres sont à bas prix, les salaires monétaires augmentent quelquefois parce que la demande de travail s'accroît. Si les vivres sont abondants et à bas prix, le fonds destiné à l'entretien des serviteurs augmente puisque les dépenses, exprimées en monnaie, des maîtres diminuent. La demande des serviteurs s'accroît. Simultanément, et pour des raisons analogues, la demande d'ouvriers augmente.

## **2. Les profits**

Le profit comprend trois éléments : la prime de risque, l'intérêt du capital et les gains de l'entrepreneur qui rémunère son travail de direction. Ce qui caractérise l'approche de Smith, c'est qu'il considère ces trois éléments comme un tout. Le taux de profit dépend du taux de croissance et du niveau du capital. Dans une économie où la

richesse croît rapidement les salaires sont élevés et les profits sont faibles. Dans les colonies nouvelles où le capital est rare par rapport aux ressources et où la population est faible, les profits et les salaires sont élevés. Dans une économie où le capital et la population sont abondants par rapport aux ressources naturelles, les salaires et les profits sont bas.

Smith affirme que « les profits des fonds augmentent et diminuent suivant les mêmes causes que les salaires du travail : l'état croissant ou déclinant de la richesse de la société. Mais ces causes les affectent de façon très différente. L'accroissement des fonds, qui fait hausser les salaires, tend à faire baisser les profits. » (*Ibid.* : 103) L'effet de l'accumulation du capital serait le même dans l'économie tout entière et dans une activité singulière. Quand des capitaux se dirigent vers la même industrie, leur concurrence fait baisser les profits. Quand un tel accroissement se produit dans tous les secteurs, le taux de profit diminue partout.

L'argument sera critiqué par Ricardo. Quand les capacités de production augmentent dans une industrie, l'offre croît par rapport à la demande et les profits diminuent. Mais, il n'en est pas de même pour l'économie tout entière. Quand le capital d'une nation s'accroît, l'offre et la demande, augmentent simultanément ; les profits ne diminuent que si les salaires augmentent. Certes, quand le stock de capital augmente, la demande de travail s'accroît et le taux de salaire du marché peut augmenter si la population active disponible est trop faible pour satisfaire la demande Cette hausse des salaires diminue les profits mais la baisse des profits est l'effet d'une concurrence accrue des capitaux sur le marché du travail et non sur celui des produits..

La rareté des ressources naturelles provoque une baisse du taux de profit. Smith (*Ibid.* : 108) explique que, dans les nouvelles colonies, les terres sont abondantes par rapport au capital qui est, lui-même, abondant par rapport à la population : les salaires et les profits sont élevés alors que les rentes sont presque nulles. Quand les meilleures terres sont toutes occupées, la mise en culture de celles qui sont moins fertiles ou moins bien situées donne un profit moindre et l'intérêt des fonds ainsi employés diminue. C'est cette idée que Ricardo, Malthus et John Stuart Mill développeront. Mais, si la rareté des ressources naturelles peut entraîner, durant le processus de développement, une hausse du coût salarial, rien ne laisse à penser que le pouvoir d'achat des salaires augmente. Au contraire, les classiques de la « seconde génération » soutiendront que le taux de profit et le pouvoir d'achat du taux de salaire diminuent parallèlement.

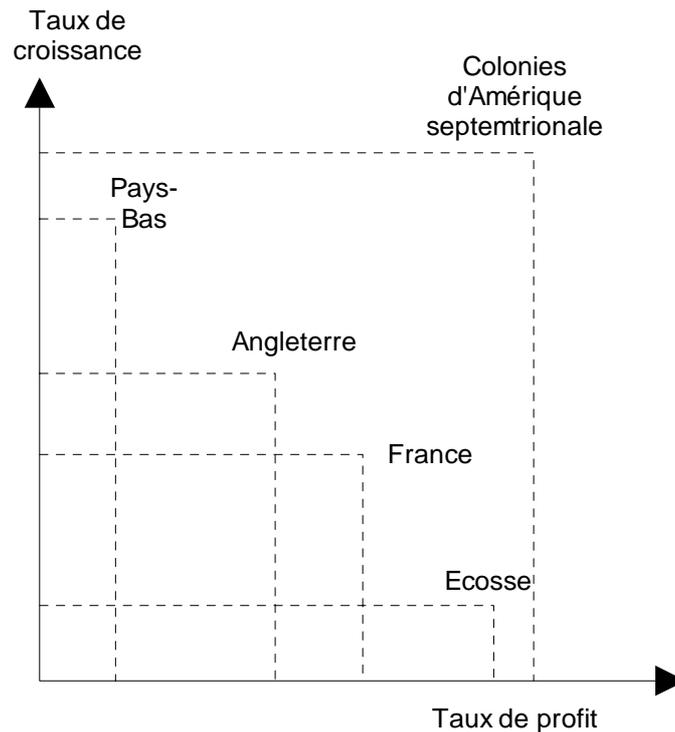
Pour expliquer qu'une accélération de l'accumulation du capital entraîne une baisse du taux de profit, Smith ne développe pas une argumentation théorique, il s'appuie sur des exemples qu'il expose longuement. Il est difficile d'estimer le taux de profit. Ce que l'on peut observer, c'est le taux d'intérêt et il soutient que son évolution reflète celle du taux de profit car, là où un capital rapporte beaucoup, on donnera beaucoup pour en user ; là où il rapporte peu, on donnera peu.

Le taux d'intérêt a progressivement diminué en Angleterre. À l'époque d'Henri VIII (1504-1547), il était supérieur à 10%. Durant le règne d'Elizabeth (1558-1603), il était fixé à 10%. Sous Anne Stuart (1665-1714), il n'était plus que de 6% et quand Smith rédige *La Richesse des Nations*, il n'est plus que de 3%. Ainsi, l'économie anglaise a connu une baisse progressive mais sensible du taux d'intérêt ; Smith soutient que cette évolution reflète la baisse du taux de profit. La richesse progresse

continuellement en Angleterre et elle s'accroît de plus en plus vite. Les salaires du travail augmentent alors que dans la plupart des activités les profits diminuent.

Les comparaisons entre pays conduisent à la même conclusion. En Écosse, le taux d'intérêt est plus élevé qu'en Angleterre ; la croissance y est plus lente et les salaires y sont moins élevés. La France est dans une situation intermédiaire entre l'Écosse et l'Angleterre. Les Pays-Bas sont le pays le plus prospère : le taux d'intérêt y est faible, le taux d'accumulation est rapide et le taux de salaire y est élevé.

Figure 2.1. : Taux de profit et taux de croissance, la thèse de Smith



Cette figure résume les observations empiriques sur lesquelles s'appuie l'analyse de Smith. En général, les pays les plus développés sont ceux où la croissance est la plus rapide (et où les salaires sont donc les plus élevés) et où le taux de profit est le plus faible. Les colonies de l'Amérique du Nord constituent l'exception : le taux de profit, le taux de salaire et le taux de croissance y sont simultanément élevés.

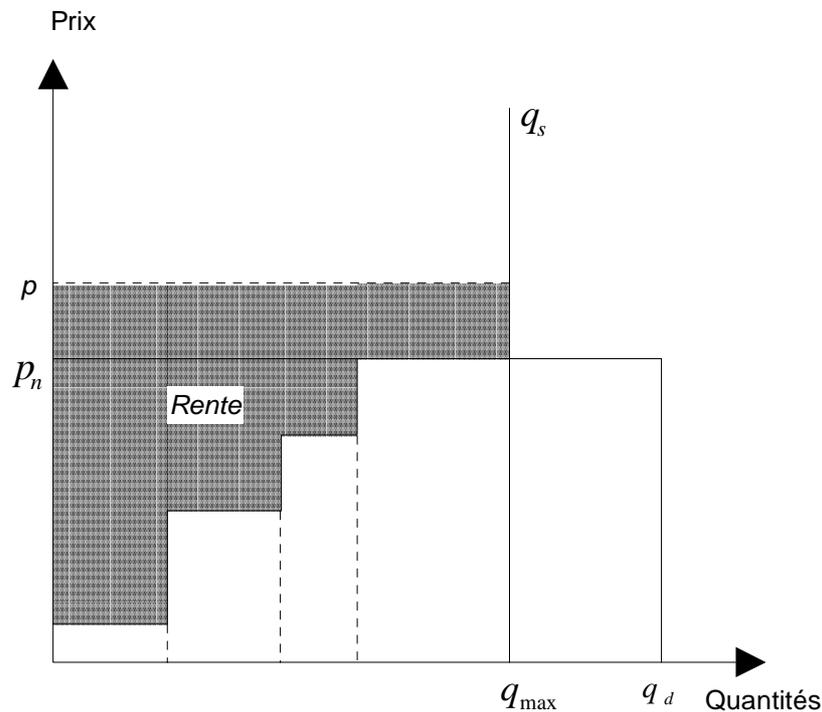
À cette première thèse, le taux de profit dépend du rythme de l'accumulation du capital, se superpose un second idée : le taux de profit est moins élevé dans les pays riches que dans les pays jeunes. Ici, encore, Smith s'appuie sur l'histoire. Dans les colonies anglaises, en Amérique septentrionale et dans les Indes occidentales, les salaires et l'intérêt sont élevés. Les habitants ont plus de terre qu'ils n'ont de capitaux à consacrer à leur culture. Les rentes sont faibles ou nulles. À mesure que la colonie se développe, les profits des capitaux diminuent. Quand les terres les plus fertiles et les mieux situées sont occupées, la culture de celles qui sont inférieures devient de moins en moins rentable et le taux de profit diminue. Mais, cette baisse des profits n'implique pas nécessairement un ralentissement de la croissance. Smith (*Ibid.*: 108) souligne que des profits faibles ne sont pas incompatibles avec une accumulation rapide du capital. « Après la diminution des profits, les fonds peuvent continuer non seulement à

s'accroître, mais à s'accroître bien plus rapidement qu'auparavant. Il en est des nations industrielles qui progressent dans l'acquisition des richesses comme des individus industriels : de grands fonds, quoique de faible rapport, s'accroissent en général plus rapidement que de faibles fonds de grand rapport. L'argent, comme on dit, engendre l'argent. » Les classiques supposent souvent que le taux d'accumulation est une fonction croissante du taux de profit : quand la rentabilité du capital est élevée, les hommes sont incités à investir davantage. La position de Smith est différente : il met plutôt l'accent sur l'effet que les profits ont sur la capacité à investir. Il soutient que les dépenses de consommation des capitalistes ne diminuent pas en deçà d'un minimum incompressible. Le reste est épargné et investi. S'il en est ainsi, il est possible qu'une baisse du taux de profit, qui trouve son origine dans l'accumulation du capital, n'entraîne pas une réduction du rythme de l'accumulation : le taux de profit baisse mais la masse des profits s'accroît.

### 3. La rente

L'analyse que Smith fait de la rente traduit l'influence que les physiocrates eurent sur sa pensée. Dès la parution de *La Richesse des Nations*, cette partie de son œuvre fut critiquée et James Anderson (1777) développa la théorie de la rente différentielle pour écarter la thèse qui fait de la rente un revenu de monopole. Cette idée apparaît, il est vrai, plutôt déroutante. Il faut, pour la comprendre, admettre que Smith n'employait pas le terme monopole dans le sens que l'on lui donne aujourd'hui. Il ne suppose pas que toutes les terres sont la propriété d'un seul homme ; il ne prétend pas que les propriétaires fonciers ont passé, entre eux, un accord pour mieux exploiter leurs tenanciers. Une ressource qui n'existe que dans des quantités limitées, constitue un « monopole naturel » même si ses propriétaires n'agissent pas de concert. Un bien qui est un don de la nature, dont l'existence n'exige ni travail, ni dépense et dont les propriétaires sont en concurrence, a un prix positif si sa quantité est trop faible pour satisfaire la demande. Si, pour nourrir les hommes, on a besoin de tout le sol d'un pays, toute terre doit rapporter une rente (J.S. Mill, 1848 : 416-7). La concurrence, pour les classiques, est définie comme la libre entrée dans un secteur. Elle permet le jeu du processus de gravitation : si le prix de marché excède le prix naturel alors de nouveaux capitaux s'investiront dans cette industrie et la production augmentera. C'est précisément ce qui peut être impossible dans le cas de l'agriculture, du moins si on la considère comme un tout. On peut imaginer, si la terre est une ressource non reproductible, qu'il est impossible d'augmenter la quantité qui en est disponible du moins s'il n'existe pas de terres non cultivées. Si aucune technique plus intensive que celles qui sont utilisées n'existe, alors la quantité produite ne peut être accrue. On a une situation du type de celle que décrit la figure 2.2 : il existe une rente de « monopole » au sens que Smith donne à ce mot.

Figure 2.2 :  
La rente comme revenu de monopole, l'interprétation de Buchanan (1814)



Sur la figure 2.2., la quantité maximale de biens qui peut être produite, est notée  $q_{max}$ . On a supposé que le coût est variable suivant la quantité produite comme l'indique la courbe  $q_s$ . Cette hypothèse ne joue, toutefois, aucun rôle et le coût aurait pu être constant. Le coût de production est  $p_n$ . Mais, la demande effective, c'est-à-dire la demande qui s'exprime au prix  $p_n$ , est supérieure à la quantité maximale qui peut être produite :  $q_d > q_{max}$ . Le prix se fixera à  $p$ . Il excède le coût mais la quantité produite ne peut être augmentée. Il peut se maintenir en longue période : c'est, dans l'interprétation que propose Buchanan (1814), un prix de monopole. La rente est la surface en grisé.

La rente est un revenu résiduel : c'est la différence entre la valeur du produit et son coût. Quand le propriétaire négocie le bail, il s'efforce de ne laisser à son tenancier qu'une somme juste suffisante pour lui rembourser les avances qu'il a faites avec les profits ordinaires qu'un fonds de ferme rapporte dans la région. Smith pense que les terres qui produisent les vivres que consomment les travailleurs, procurent toujours une rente. Les autres ressources rapportent ou non une rente selon le niveau de développement du pays.

Pour montrer que les terres à blé rapportent toujours une rente, Smith s'appuie sur les arguments qu'avaient développés les physiocrates : la productivité du sol et la spécificité de la demande de nourriture. Il souligne que, dans presque tous les cas, la terre fournit plus de nourriture qu'il n'en faut pour entretenir les hommes qui la cultivent et que le surplus est plus que suffisant pour payer les profits des capitaux investis. Il reste donc toujours de quoi payer une rente. On est tenté d'interpréter cette analyse en admettant que le produit et les moyens de production sont physiquement homogènes. Mais, cette hypothèse ne permet pas de résoudre le problème car elle

n'explique pas comment le surplus se partage entre profit et rente. Pour que la terre rapporte une rente, il ne suffit pas qu'elle soit productive, il faut qu'elle soit rare, que sa demande excède — pour un taux de rente nul — la quantité qui en est disponible. Il en est ainsi, écrit Smith, parce que les hommes, comme les autres animaux, se multiplient toujours avec leur nourriture. L'offre de denrées alimentaires crée sa propre demande. Toute amélioration des techniques de culture accroît la rente.

Une terre de fertilité donnée peut être consacrée à de multiples usages. Dans tous ces emplois, la rente reste la même. Smith s'appuie, sur cette idée, quand il soutient que la rente est une partie constituante du prix des marchandises. Cependant, la rente ne joue pas, dans la formation des prix, un rôle comparable aux salaires et aux prix. Comme la quantité totale de terre ne peut être modifiée, la rente est un pur coût d'opportunité. Son niveau est déterminé par la demande des diverses denrées qu'elle permet de produire.

Comme la rente de la terre que verse le fermier ne dépend pas de l'emploi qu'il en fait, c'est l'évolution du prix des produits et des coûts qui l'incite à modifier, au cours du processus de développement, l'usage du sol. Souvent, les terres à blé peuvent être transformées en pâturage. La culture exige moins de terre mais plus de travail que l'élevage ; elle permet de produire une plus grande quantité de nourriture. Dans un pays neuf, où la densité de la population est faible, il suffit, pour la nourrir, de pratiquer un élevage extensif sur des terres qui n'ont pas été améliorées. La rente est nulle et la viande est bon marché. Quand la population s'accroît, la demande de nourriture augmente. La terre devient rare et une rente apparaît. La culture du blé progresse aux dépens de l'élevage extensif. Les terres en friche ne suffisent plus pour satisfaire la demande de viande et il faut employer une fraction des terres cultivées pour élever et engraisser le bétail. Le prix de la viande augmente car il doit couvrir non seulement les salaires du travail que nécessite la surveillance des troupeaux mais la rente et le profit qu'aurait rapportés la terre si elle avait été labourée.

Seules les terres qui peuvent produire la nourriture des hommes rapportent toujours une rente à leur propriétaire. Les autres ressources naturelles peuvent, selon les circonstances, procurer ou non un loyer. Tout dépend de la demande. Smith soutient que, dans les économies primitives, ces ressources n'étaient pas rares et qu'elles étaient, donc, gratuites. Quand la population a augmenté, il en a été de même pour la demande de ces produits et une rente est apparue qui rémunère ces ressources.

La conclusion de Smith est que le développement de l'économie accroît la rente, mesurée en travail commandé, et la richesse des propriétaires fonciers. Trois raisons expliquent cette évolution. Quand la population augmente, la quantité de travail employée sur la terre augmente et l'accroissement de la production agricole s'accompagne de l'augmentation de la rente. L'amélioration des techniques agricoles diminue les coûts sans réduire les prix car elle stimule la demande de nourriture. Enfin, l'augmentation de la productivité du travail dans l'industrie diminue le prix des produits manufacturés et accroît le pouvoir d'achat des propriétaires fonciers.

Smith tire argument de ce résultat pour soutenir que les propriétaires fonciers doivent jouer un rôle clef dans l'organisation de la société. Naturellement, les intérêts des salariés sont ceux de la communauté tout entière : leurs revenus sont plus élevés quand la demande de travail croît, c'est-à-dire quand la richesse augmente. Mais, la condition de l'ouvrier, son absence d'éducation, le rendent incapable de comprendre

l'intérêt de la société et de concevoir comment il est lié au sien. Les marchands et les maîtres ont certainement plus d'acuité d'esprit mais leurs intérêts s'opposent toujours à ceux du public. Les profits sont plus élevés dans un pays pauvre que dans un pays riche et ils sont toujours plus élevés dans les économies qui vont le plus rapidement à leur ruine. Par contre, l'intérêt des propriétaires fonciers est indissolublement lié à celui de la société tout entière. Tout ce qui favorise l'accroissement de la richesse augmente leurs revenus. Tout ce qui le freine, diminue leurs rentes. Certes, ils sont les seuls à percevoir un revenu qui ne leur demande ni effort, ni soin. Cette situation les incline naturellement à l'indolence et les rend souvent si ignorants qu'ils sont incapables de comprendre les conséquences d'un règlement public. Néanmoins, Smith (1776 : 296) est prêt à leur faire confiance car « quand le public délibère de quelque règlement de commerce ou de police, les propriétaires fonciers ne peuvent jamais l'induire en erreur pour favoriser l'intérêt de leur propre ordre particulier, du moins s'ils n'en ont pas une connaissance trop mauvaise »

On est ainsi en plein paradoxe. La rente, revenu de monopole, est certainement le type de gain le plus difficile à justifier sur le plan moral et sur le plan économique. Il ne rémunère aucun effort et semble donc constituer une base idéale pour l'imposition. Mais, c'est typiquement le revenu dont l'augmentation suit l'accroissement des richesses. Et, pour cette raison, Smith soutient que les propriétaires fonciers devraient jouer dans l'organisation du pouvoir politique un rôle déterminant. On se souviendra, d'ailleurs, que le suffrage censitaire leur donnait une influence cruciale dans les premières tentatives d'organisation d'une démocratie représentative. Il n'est donc pas surprenant que la question de la rente et du protectionnisme agricole ait été au centre des débats que suscita *La Richesse des Nations*.

## Conclusion

Smith décrit l'économie marchande comme une société marquée par des oppositions entre les classes sociales, entre les travailleurs et leurs patrons, entre les fermiers et les propriétaires fonciers. Elle est caractérisée par des inégalités profondes : l'aisance des riches suscite l'envie et l'indignation des pauvres. Un gouvernement national puissant est nécessaire pour maintenir l'ordre à l'intérieur de l'État et pour le protéger contre la violence des autres nations. Il joue, ainsi, un rôle essentiel mais Smith critique sévèrement la façon dont les gouvernements intervenaient, dans l'Europe du 18<sup>ème</sup> siècle pour assurer l'objectif qui leur semblait prioritaire : développer le commerce et l'industrie. En de multiples occasions, Smith reprend la même thèse. Si chaque individu poursuit son intérêt personnel et s'il est libre d'utiliser son travail et ses fonds aux emplois qui lui semblent opportuns, le revenu de la société sera aussi grand qu'il est possible.

Cette thèse se fonde sur l'analyse que Smith fait du fonctionnement du marché mais aussi sur sa méfiance vis-à-vis des gouvernements. Non seulement, Smith a une bien médiocre confiance dans les hommes d'État dont il écrit qu'ils sont des animaux insidieux et rusés ; mais, il pense qu'ils n'ont pas à leur disposition les informations qui leur permettraient de décider, à la place des particuliers, la façon dont ils doivent employer leurs capitaux. « Il est évident que chaque individu peut de sa place bien mieux juger que tout homme d'État ou législateur ne peut le faire pour lui, quelle espèce d'industrie son capital peut employer et laquelle peut lui donner le produit de la plus grande valeur. » (Smith, 1776 : 513) Sa conclusion est qu'il faut éliminer tous les systèmes restrictifs qui s'efforcent, par des aides extraordinaires, de diriger vers des

industries particulières des ressources qui, spontanément, s'investiraient ailleurs ou d'écarter des activités protégées le capital qui s'y serait employé sans cela. Ces mesures ralentissent la croissance et diminuent la richesse.

Il faut substituer au système « mercantile » la liberté naturelle. « Tout homme, tant qu'il ne viole pas les lois de la justice, est laissé parfaitement libre de poursuivre son propre intérêt à sa guise, et de mettre tant son industrie que son capital en concurrence avec ceux de n'importe quel autre homme ou ordre d'hommes. Le souverain est complètement déchargé d'un devoir, dont la tentative d'exécution l'exposera toujours à d'innombrables désillusions, et pour l'exécution convenable duquel aucune sagesse humaine ni savoir humain ne saurait jamais suffire : le devoir de surveiller l'industrie des particuliers, et de la diriger vers les emplois les plus adaptés à l'intérêt de la société. » (*Ibid.* : 784)